ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/13/Add.1
11 août 1998

(98-3155)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

EXAMEN, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 24:2, DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION DE L'ACCORD SUR LES ADPIC RELATIVE AUX INDICATIONS GEOGRAPHIQUES

Liste de questions

Addendum

À sa réunion du 16 juillet 1998, le Conseil a pris note des questions reproduites en annexe, qui ont été communiquées par le Mexique et est convenu qu'elles seraient incluses dans la Liste de questions, au document IP/C/13. Les Membres qui ont déjà l'obligation d'appliquer les dispositions de la Section relative aux indications géographiques sont invités à communiquer leurs réponses pour le 16 novembre 1998, étant entendu que les autres Membres pourraient aussi le faire s'ils le souhaitent.

Les quatre questions du Mexique devraient être ajoutées aux sections B, A, F et B de la Liste respectivement, étant entendu que, conformément au document IP/C/13, les Membres qui répondent aux questions sont libres de grouper leurs réponses selon qu'ils le jugent approprié compte tenu de leurs systèmes nationaux.

ANNEXE

EXAMEN, CONFORMEMENT A L'ARTICLE 24:2, DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION DE L'ACCORD SUR LES ADPIC RELATIVE AUX INDICATIONS GEOGRAPHIQUES

Liste de questions

Addendum

Les questions suivantes devraient être ajoutées à la Liste de questions annexée au document IP/C/13.

Section A

La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays interdisent-elles l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux pour des produits non originaires du lieu indiqué, par l'indication géographique, même dans les cas où la véritable origine des marchandises est indiquée ou dans ceux où l'indication géographique est employée en traduction ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "style", "imitation" ou autres?

Section B

La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays établissent-elles une distinction claire entre les expressions "indication géographique", "appellation d'origine" et "indication de provenance", ou existe-t-il des critères précis pour les distinguer?

Votre législation énonce-t-elle des critères, en ce qui concerne les indications géographiques homonymes pour les vins et les spiritueux?

Section F

La Loi sur la propriété industrielle et/ou une loi connexe de votre pays prévoient-elles le refus ou l'invalidation de l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce qui est constituée par des indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux ou qui contient de telles indications, pour d'autres vins ou spiritueux qui ne sont pas originaires du territoire indiqué?